
Gérald BRONNER, *La Démocratie des crédules* (Paris, PUF, 2013)

A LA CROISÉE DES chemins entre sociologie de la cognition et sociologie politique, *La Démocratie des crédules* est un essai scientifique qui éclaire certains des phénomènes de croyance les plus saillants de notre vie démocratique contemporaine, analyse leurs conditions de possibilité et les modalités de leur diffusion, en pointe enfin les risques, par la manifestation d'effets pervers, pour la démocratie elle-même. Il s'agit donc, et le paradoxe n'est qu'apparent, d'une critique démocratique des formes contemporaines de l'esprit démocratique et de ses conséquences, du point de vue du rapport des individus aux croyances collectives.

En prenant comme objet central la diffusion de croyances variées mais partageant la même fragilité logique ou factuelle, en montrant que cette diffusion résulte de la rencontre d'un contexte politique, économique, culturel et technique avec nos dispositions mentales à l'erreur de raisonnement, en analysant, comme autant d'effets émergents non voulus, les conséquences de leurs agrégations, Gérald Bronner articule de façon saisissante dans *La Démocratie des crédules* ses précédentes orientations de recherche sur les croyances collectives (*L'Empire des croyances*), les erreurs cognitives (*L'Empire de l'erreur*), l'idéologie précautionniste (*L'inquiétant principe de précaution*). Mais l'ouvrage est bien plus qu'une synthèse. D'abord parce que les travaux antérieurs et leurs résultats sont mobilisés pour permettre l'appréhension nouvelle d'un objet plus ample, qui engage l'avenir de façon décisive : l'évolution des rapports entre crédulité et démocratie. Ensuite parce que l'on peut comprendre l'ouvrage comme l'actualisation la plus aboutie du programme de recherche dont Gérald Bronner a esquissé les contours par la définition même qu'il a donnée de la sociologie cognitive : « Ce programme de recherche peut être défini par une intention très générale : voir comment les *invariants* cognitifs s'hybrident avec les *variables sociales* pour former cet objet sans cesse renouvelé et pourtant toujours borné par un espace logique restreint qu'il est convenu d'appeler la *vie en société* »¹.

¹ Gérald BRONNER, « Invariants mentaux et variables sociales », in Fabrice CLÉMENT et Laurence KAUFMANN dir., *La Sociologie cognitive* (Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme: 77-78).

L'ouvrage s'ouvre sur le constat d'une perte de confiance des individus dans les institutions politiques et leurs représentants, les médias et la science, en particulier lorsqu'elle aboutit, sur les sujets suscitant fortement l'intérêt de l'opinion (santé, environnement, etc.), à des conclusions jugées insuffisamment critiques. L'orthodoxie de la connaissance se voit ainsi progressivement ramenée à une opinion parmi d'autres dans le débat public démocratique et est de plus en plus soupçonnée de propager des mensonges pour satisfaire des intérêts supposés. Au-delà, c'est la croyance collective dans la valeur sociale de la confiance qui décline, quel que soit l'objet d'investissement du sentiment. Or, la confiance, y compris sous ses aspects les plus banals, est une condition *sine qua non* de toute vie sociale et de stabilité de ses mécanismes de régulation. Elle est d'autant plus nécessaire au sein de sociétés démocratiques portées par les développements de la science et de la technologie et travaillées par un incessant processus de division du travail. Les domaines de compétences que les individus peuvent prétendre maîtriser se réduisent de façon constante, et ce n'est pas un hasard si « l'expert », le plus souvent dans sa version médiatique, est devenu une figure emblématique de la raillerie et de la méfiance contemporaines.

La suspicion et la contestation des incarnations sociales et politiques de l'autorité ne sont évidemment pas des phénomènes historiques neufs. Elles ne constituent pas, en elles-mêmes, l'objet de l'ouvrage ; tout est affaire de degré, de forme et d'expansion. Par ailleurs, les croyances considérées ne sont pas renvoyées à un statut différent de celui de la connaissance parce qu'elles possèdent une forte dimension contestataire, mais parce qu'elles sont *particulièrement douteuses*. La fausseté d'une proposition ne résulte pas plus de sa charge critique que la charge critique d'une proposition n'en garantit la vérité. Sous son visage le plus extrême, la méfiance prend un tour paranoïaque qui s'exprime dans des représentations conspirationnistes du monde. Gérard Bronner rappelle utilement que les théories du complot sont très anciennes. En revanche, leur vitalité actuelle est inquiétante, car elle témoigne d'un renouvellement de leurs thématiques et d'un élargissement de leur sphère d'influence au-delà de leurs ancrages traditionnels. Le « conspirationnisme » est ici pensé comme un cas limite de la méfiance contemporaine, qui est loin de s'y résumer. Ceux qui endossent pleinement des croyances complotistes ont en quelque sorte franchi le seuil au-delà duquel le doute qui tenaille les démocraties contemporaines se mue en certitude. Mais l'adhésion aux croyances se fait selon des degrés variables ; notre

univers mental est composé de croyances diverses qui forment rarement un ensemble cohérent, et la majorité des individus se trouvent plutôt dans une situation d'inconfortable incertitude quant aux croyances auxquelles ils doivent accorder leur faveur. Reste que cette incertitude est celle du doute transformé en soupçon, et que le soupçon porte principalement sur ce qui fonde historiquement les démocraties occidentales (institutions politiques, organisation de l'espace public, rationalité scientifique). Plus donc que l'existence de la crédulité, c'est la préoccupante extension de son emprise sur les esprits qui est posée comme le phénomène dont il est impératif de comprendre les ressorts.

Fidèle à sa démarche habituelle, compréhensive et expérimentale, Gérald Bronner explore les mécanismes subjectifs de la rationalité et montre à la fois les raisons qu'ont les individus d'endosser ces croyances et les raisons de leur fausseté. On note toutefois que le concept de rationalité subjective se teinte d'une inquiétude plus prononcée que d'ordinaire, qui transparaît dans l'expression répétée « face obscure de notre rationalité ». Sans renoncer à l'idée que l'adhésion aux croyances repose sur des ensembles argumentatifs qui constituent pour les croyants autant de raisons de leur conférer du crédit, c'est principalement sur les limites de notre rationalité et leurs conséquences que l'accent est porté. D'autres concepts – comme celui de marché cognitif ou d'erreur cognitive – et analyses élaborés antérieurement sont réinvestis et articulés au raisonnement, créant une matière analytique très dense. Entre récapitulatifs et renvois aux textes précédents, la clarté de l'exposition est préservée, même si certains points sur lesquels l'auteur passe assez rapidement pour ne pas encombrer le propos sont susceptibles d'être plus amplement discutés, telle la différence entre croyance et connaissance. Au service de la démonstration sont convoquées par ailleurs de très nombreuses expériences et illustrations. Ce que le lecteur y gagne en compréhension et en conviction due à l'administration régulière de la preuve est parfois contrebalancé par le sentiment de perte du fil de l'argumentation générale, et certains chapitres auraient pu être un peu allégés, ou la matière organisée de façon différente. Mais le style est limpide et la rigueur du raisonnement ne le cède en rien à une rhétorique brillante qui ne confond jamais art de convaincre et ostentation du langage.

L'analyse se déploie autour d'une idée centrale : la révolution du marché cognitif due à l'invention et au développement d'Internet se conjugue aux aspirations à une démocratie participative et délibérative, dont l'outil semble permettre la réalisation, pour

produire des effets non anticipés par les utopies de la « société de la connaissance ». Si les conceptions les plus optimistes des bouleversements engendrés par les technologies de l'information se sont leurrées (et se leurrent encore), c'est pour deux raisons essentielles.

Elles n'ont d'abord pas pris en compte toutes les conséquences de la libéralisation et de la massification du marché de l'information. Focalisées sur la démocratisation de l'accès à l'information et au savoir grâce à Internet, elles ont occulté les changements introduits par l'ouverture de l'offre du marché cognitif, sur lequel circulent des produits plus élaborés et plus divers que de simples informations, et en particulier les croyances. Or, la dimension *révolutionnaire* d'Internet est moins liée à la démocratisation de l'accès à l'information qu'à la « libéralisation de l'offre des produits cognitifs sur un marché mondialisé ». Les modes dominants d'utilisation de l'outil, le fonctionnement des moteurs de recherche et la motivation supérieure des croyants à investir le marché pour y assurer le succès de leurs idées vont par ailleurs dans le sens d'une structuration de l'offre cognitive à l'avantage des croyances. La pression concurrentielle exercée par un tel marché sur des médias traditionnels en perte d'influence crée à son tour des effets pervers favorables à la diffusion des croyances, que Gérard Bronner décrit et analyse en détail. Ici se dessine en creux un cercle vicieux infernal : plus les médias traditionnels sont déconsidérés par l'opinion, plus celle-ci se tourne vers des modes d'information alternatifs *via* Internet ; plus l'opinion se détourne, plus la pression concurrentielle s'accroît sur les médias traditionnels ; plus la pression s'accroît, plus les effets pervers favorables aux croyances se manifestent ; plus ils se manifestent, plus ils participent à la fois à l'extension de l'empire des croyances et à la déconsidération des médias traditionnels auprès de l'opinion... Autrement dit, dans son interprétation la plus pessimiste – qui ne semble pas privilégiée par l'auteur, plus nuancé –, la conclusion de ces transformations est une surenchère mécanique à la production de croyances.

On peut reprocher à Gérard Bronner de s'en tenir trop strictement à l'analyse des conséquences de cette concurrence accrue sur le marché cognitif et de laisser de côté d'autres phénomènes affectant le fonctionnement du système médiatique dans nos démocraties, de même qu'un contexte de crise économique durable qui ne joue pas en faveur du maintien de l'autorité des institutions existantes et des représentations du monde qu'elles sont, à tort ou à raison, accusées de véhiculer. Il est indiscutable que *tous* les problèmes posés par le fonctionnement des médias traditionnels conduisant à la production

d'informations fausses ou partielles, d'analyses biaisées ou erronées ne sont pas imputables à la *seule* pression concurrentielle. Mais on peut admettre également que tous les autres facteurs incriminés volontiers d'ordinaire (l'idéologie ou les conflits d'intérêts par exemple) ne constituent pas, quelle que soit la manière dont on les utilise dans l'analyse, des nouveautés. Quant à la dérive mimétique, particulièrement nette lors des phénomènes « d'emballement » médiatique, elle résulte en partie de l'enfermement des journalistes dans le dilemme du prisonnier engendré par le rapport concurrentiel entre médias. À moins donc de soutenir que les journalistes sont aujourd'hui *plus* idéologisés ou *plus* soumis aux différents pouvoirs qu'auparavant – ce qui risque d'être difficile compte tenu de ce qu'a été le xx^e siècle –, force est de reconnaître que l'extraordinaire augmentation de la pression concurrentielle est bien le changement majeur provoqué par la révolution du marché cognitif du point de vue du fonctionnement du système médiatique traditionnel.

La seconde grande raison de l'optimisme excessif des utopies annonçant l'avènement d'une société de la connaissance est qu'elles postulent la réalité, face à ces bouleversements, d'individus dont le fonctionnement mental est parfaitement théorique. Confrontés à la formidable multiplication du nombre et de la variété des produits cognitifs disponibles sur le marché, nos seules failles cognitives seraient en effet dues à un niveau d'éducation insuffisant. Pour que nous soyons ainsi capables de distinguer sur le marché cognitif les produits de la croyance de ceux de la connaissance et que nous préférions les seconds, il suffirait que nous soyons convenablement instruits. Logiquement, nos facultés collectives de discernement s'aiguëraient en suivant l'augmentation du niveau moyen d'éducation. S'il serait parfaitement absurde d'avancer que l'acquisition de savoirs est nuisible au jugement ou qu'elle n'entre pour rien dans notre capacité à évaluer la plus ou moins grande fiabilité d'un produit cognitif, Gérald Bronner montre à diverses reprises que le rapport entre éducation et croyance est, entre autres, perturbé par la manière dont notre rationalité est grevée par des invariants mentaux, pentes structurelles de l'esprit auxquelles il est possible de résister, mais dont l'attrait est impressionnant : les illusions et erreurs cognitives. De très nombreux exemples de tentations inférentielles aboutissant à biaiser nos raisonnements et nous incitant à croire à des idées douteuses sont ici développés, et avec eux est réaffirmée l'idée que notre appréhension cognitive du monde est affaire de savoirs *et* de logique, les premiers étant particulièrement sensibles aux inflexions

de la seconde. Mais au-delà, c'est la manière dont l'outil Internet et ses modes d'utilisation dominants tendent à *favoriser* – directement ou par la production d'effets pervers sur le système médiatique – la manifestation de ces incitations mentales à l'erreur qui constitue l'objet central du propos. Ce renforcement de nos penes mentales les moins avisées (bien que souvent utiles à la fluidité de la vie sociale ordinaire) est d'autant plus inquiétant que circulent sur le marché de redoutables produits cognitifs, croyances soutenues par une argumentation globalement incohérente mais agrégeant une multitude de pseudo preuves (« produits fortéens »). Chacune d'entre elles, prise isolément, convainc difficilement de la validité de la thèse principale, mais l'ensemble peut facilement créer une impression de solidité ou insinuer le doute dans les esprits. Face à ce type de produits cognitifs et aux coûts significatifs de leur contestation sur Internet, les sceptiques sont enclins à passer leur chemin, ouvrant un boulevard à la minorité de croyants très motivés qui s'emploient à les promouvoir – mais le paradoxe d'Olson est à l'œuvre dans de nombreuses autres situations.

Perçu par certains comme un moyen du développement d'une société de la connaissance, Internet est également investi des espoirs de réalisation d'un espace public transparent autorisant un contrôle permanent du pouvoir par les citoyens. Plus encore, il encourage la valorisation et l'exercice d'une démocratie participative et délibérative, qui semble vouloir investir tous les sujets, indépendamment des domaines de compétences. La révolution du marché cognitif permet donc au programme « génétique » de l'idéal démocratique (droits à l'information, à l'expression, à la décision) de prendre corps. À la manière de Tocqueville, ces évolutions sont interprétées comme irréversibles, mais on ne trouve sous la plume de Gérald Bronner aucune remise en cause, ni implicite ni détournée, des bienfaits de la démocratie et de ses valeurs fondamentales. C'est même, du point de vue axiologique, en défenseur d'une démocratie responsable des conséquences de ses approfondissements qu'il se place. Car l'enfer est pavé de bonnes intentions. « Le thème de la participation citoyenne remet sur le devant de la scène une question démocratique fondamentale, qui oppose l'opinion publique et l'intérêt général. En effet, garantir la participation de tous à une décision et garantir la sagesse de cette décision constituent deux opérations distinctes. Il n'est pas illégitime en démocratie de considérer la possibilité de la participation de tous à la décision politique (le cas ultime étant le référendum), mais comment être certain que cette collaboration que l'on approuve du point de vue des principes

ne sera pas catastrophique du point de vue de ses conséquences ? » (203-204).

La sagesse ou les bénéfices systématiques que certains attribuent aux processus délibératifs, parfois sur la base d'expériences contrôlées, semblent en effet relever d'une insuffisante distinction des différents cas de figure possibles et de la variabilité de leurs contextes. D'où une conception exagérément optimiste, *en général*, de la participation égale des individus, de leur neutralité cognitive a priori, de l'issue « objectivante » des phénomènes d'influence au cours des interactions – les minorités actives et leur pouvoir, thème pourtant classique de la psychologie sociale, semblent étrangement oubliés par les tenants de la sagesse systématique des foules. La délibération collective ne fait pas disparaître non plus les invariants mentaux qui participent de la limitation de notre rationalité. Dans certains cas, elle peut même conduire à leur renforcement ou à la multiplication de leurs manifestations plutôt qu'à leur atténuation, Gérald Bronner en donne nombre d'illustrations. Les décisions auxquelles le processus aboutit alors, conformes en principe à l'idéal démocratique, se révèlent également bien plus conformes aux croyances qu'à l'intérêt général. Or, non seulement celui-ci n'est pas *moins* que l'égalité en droits des citoyens au cœur de l'idéal démocratique, mais en plus la promotion des processus délibératifs tire précisément une grande partie de sa légitimité de ce qu'ils sont censés améliorer les décisions politiques *du point de vue de l'intérêt général*.

Lorsque la prétention participative et délibérative, qui encore une fois n'est pas critiquée dans l'absolu, s'empare au sein de l'espace public de sujets ayant la double caractéristique de susciter le vif intérêt de l'opinion et d'avoir une forte composante scientifique et technique, elle mène en général à un clivage entre les analyses privilégiées par l'opinion et celles défendues par l'expertise scientifique et technique, qualifiée par Gérald Bronner d'orthodoxie de la connaissance. Certes, celle-ci n'est pas infaillible. Mais seuls ceux qui méconnaissent la science et sa démarche, ou font mine de les méconnaître, croient que l'on peut déduire de son imperfection l'idée que ses propositions sur le monde n'ont pas plus de valeur que d'autres. Quant à l'accusation de corruption des scientifiques lorsque leurs travaux ne mènent pas aux conclusions souhaitées par des groupes militants influençant l'opinion, elle tend à devenir un réflexe, dessinant au bout du compte le portrait d'une science douteuse et immorale, que le principe de précaution remplace utilement. Il y a à cette attitude un ensemble de raisons, que Gérald Bronner analyse longuement. Mais quel paradoxe finalement que

ce plébiscite pour une société du savoir qui, tandis qu'il célèbre la valeur sociale de la connaissance, révoque ses savants sur des sujets déterminants pour l'avenir de nos démocraties, non sans expressions de mépris. Le plus dramatique est que ces croyances affectent les comportements et les politiques publiques, en matière de santé par exemple, et qu'en croyant se protéger d'un mal parfois inexistant ou marginal, les citoyens délibérants font courir à bien plus d'individus des risques bien plus élevés que ceux qu'il s'agissait d'écartier. Notre peur d'être victimes de dangers illusoire nous met en danger réel et fera des victimes, qui n'auront même pas l'honneur d'être connues comme telles.

L'ouvrage se termine par un ensemble de propositions pour faire reculer la démocratie des crédules et faire advenir, autant que faire se peut, celle de la connaissance. Œuvrer à la prise de conscience des limites d'un relativisme cognitif qui s'est installé depuis plus de trente ans dans certains secteurs des institutions universitaires, se diffusant progressivement au dehors et qui, sous prétexte d'amusements sophistiqués post-modernes, a contribué à passablement discréditer la science ; réfléchir aux conséquences des conceptions et pratiques pédagogiques dominantes, axées sur le dévoilement du sens caché des objets du réel et le développement d'un esprit critique dont les vertus sont indéniables mais qui, lorsqu'il s'exerce sans méthode et est abandonné à lui-même, oublie souvent de reconstituer la connaissance déconstruite ; sensibiliser différents publics professionnels, et en particulier les journalistes, à l'existence et aux effets des erreurs cognitives ; mieux encadrer leur activité par la création d'un organe de régulation et de sanction interne à la profession (contrôle par les pairs) ; améliorer la communication scientifique institutionnelle et redonner vie à l'ancien intérêt populaire pour la science sous des formes renouvelées et adaptées aux changements consécutifs à la révolution du marché cognitif. Car enfin il serait tragique que le rêve démocratique incarné entraîne nos sociétés loin de l'Histoire. Et de l'espoir.

LAURE BARDIES